

Réunion de la Charte de la société civile corse
Université de Corse – 16 mai 2009

Soixante-dix personnes ont répondu à l'invitation de la *Charte de la société civile Corse* pour débattre de la question sociale.

Dans un premier temps, se sont succédées les interventions :

- du comité de chômeurs « *Corsica per vive* » avec des revendications précises en matière de revenu, de logement, de droit à la santé et de transport
- de Jean Claude Morison, éducateur spécialisé, à propos de la jeunesse urbaine qu'il considère évidemment comme une chance pour la société et non comme une menace
- du secours populaire français sur la place centrale des pauvres dans le combat social avec notamment une interpellation concernant le rôle des associations (dans leur pratique, doivent-elles accompagner la pauvreté ou affirmer des demandes de transformation de la société)
- de la CFDT santé dénonçant les réformes qui depuis 1995 remettent en cause l'accès au droit à la santé
- de l'UNSA expliquant la démarche unitaire des syndicats corses contre la vie chère et rendant compte des discussions en cours sous l'égide du préfet de Corse
- de l'association des sans abris « *I fratelli di a strada* », un témoignage fort sur la condition des sans logis et une information sur les origines de l'occupation actuelle des locaux de l'ancien collège du Finosello à Ajaccio accompagné d'un appel à la solidarité

Puis la parole a été donnée au STC santé, présent dans la salle, qui a affirmé une convergence de vue avec la CFDT santé sur la remise en cause du droit à la santé et qui a appelé à participer à la réunion qu'il organise afin d'informer sur les agressions que subit notre système hospitalier public (mercredi 20 mai Palais des congrès à Ajaccio à 18h).

Le débat s'est engagé avec la salle pendant une heure et demie. Le constat d'une crise sociale profonde a été affirmé au travers de la plupart des interventions tandis que Jean Charles Orsucci, maire de Bonifacio insistait sur la difficulté de créer du logement social sur sa commune (problème du foncier), que Pascal Vivarelli intervenait sur l'économie sociale et solidaire et les nouvelles formes sociales que nous pourrions mettre en oeuvre au travers de regroupements d'employeurs qui permettraient la prise en charge de la formation des salariés en Corse, mais aussi l'obtention de nouveaux droits sociaux (chèque déjeuner, chèque vacances, chèque emploi services...), que Thierry Casanova rappelait le sens de l'action « marchés de producteurs » organisée dans les quartiers populaires d'Ajaccio (accès à une alimentation de qualité à prix raisonnables pour des personnes d'origine modeste, valorisation de l'économie de production rurale corse, désenclavement des territoires urbains et ruraux...), que Norbert Laredo proposait

Réunion de la Charte de la société civile corse
Université de Corse – 16 mai 2009

quelques pistes visant à rendre visible la question sociale (création d'un observatoire de la solidarité par exemple)... En fin de débat, la question du développement économique a été énoncée par certains intervenants.

Des représentants de la Charte ont conclu cette réunion :

- Gaston Piétri est revenu sur l'indispensable revitalisation de la démocratie et sur l'importance de l'association pour accomplir cette tâche. Il a notamment parlé des oubliés de la représentation qui au travers de la vie associative retrouvent un droit de cité.
- André Paccou et Gérard Mortreuil ont annoncé les actions à venir de la Charte (Appel à participer à la réunion d'information du STC sur l'hôpital public - demande de rencontre avec l'intersyndicale « contre la vie chère » - couscous citoyen avec l'association des Marocains, membre de la Charte, le 20 juin à Baléone – Projet d'Assises citoyennes pour le développement en partenariat avec l'Université de Corse.

Jean Baptiste Calendini, directeur de cabinet du président de l'Université de Corse concluait cette réunion en affirmant l'intérêt de l'Université pour la démarche de la Charte de la société civile corse et son implication dans le projet des Assises citoyennes. Il a fait également état d'une crise de la parole publique et de la nécessité pour l'Université d'être présente dans la société et de contribuer ainsi à redonner du champ à la pensée.

□